

au cours des cinq années ultérieures, de façon à donner à cette mesure une portée aussi durable que possible.

La résolution préconisait aussi l'adoption de "toutes les mesures de vérification appropriées" et elle faisait expressément allusion aux méthodes citées dans les traités SALT I et SALT II et aux mesures que les États-Unis, l'U.R.S.S. et le Royaume-Uni avaient envisagé de prendre pendant les négociations trilatérales menées sans succès à Genève au sujet de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

La résolution indienne, qui était moins explicite que le document mexico-suédois et insistait sur des aspects quelque peu différents, n'en transmettait pas moins le même message. Tout comme d'ailleurs, au premier coup d'oeil, la résolution soviétique. Le texte de cette dernière est cependant un peu moins clair, et certains analystes ont soutenu qu'il comportait assez d'échappatoires pour autoriser les Soviétiques à conserver leurs missiles existants, stockés mais non déployés, tout en interdisant aux Américains de baser des armes nucléaires à portée intermédiaire en Europe (les missiles de croisière et les *Pershing II*). La résolution soviétique supposait également que le régime du gel nucléaire commencerait dès la proclamation d'une déclaration bilatérale, et non à l'issue de négociations. Enfin, elle faisait mention de "mesures appropriées de vérification", c'est-à-dire, comme le porte-parole soviétique l'expliqua par la suite, "de méthodes comparables à celles adoptées dans des traités antérieurs sur la limitation des armements".

À l'ONU, les débats sur ces résolutions n'ont pas été marqués par un souci d'adopter des mesures appropriées de vérification et d'améliorer le climat en vue de négociations plus poussées sur la limitation des armements, mais bien par celui d'en arriver à un équilibre des forces. D'une part, les pays neutres et non alignés rappelèrent tant et plus à quel point les arsenaux nucléaires étaient devenus importants et ils exprimèrent la crainte que la course aux armements n'entraînent finalement l'anéantissement du monde. Faisant écho au mouvement qui s'affirmait aux États-Unis, la résolution mexico-suédoise et les déclarations y annexées réclamaient ni plus ni moins qu'on mît un terme à la course aux armements. De leur côté, l'Union soviétique et ses alliés soutinrent avec insistance que le moment était propice à l'instauration d'un gel nucléaire, étant donné que, comme le soulignait la déclaration de l'U.R.S.S., "l'existence de la parité approximative entre les deux camps relativement aux forces nucléaires et classiques" signifiait qu'un gel ne compromettrait la sécurité ni de l'une ni de l'autre superpuissance, ni, par extension, celle de leurs alliés.

C'est précisément sur cette question que le débat achoppa à l'ONU. Les États-Unis et l'Europe de l'Ouest refusèrent de convenir qu'il y avait parité. D'aucuns firent valoir que l'instauration d'un gel consacrerait le déséquilibre existant, empêcherait l'OTAN de rétablir l'équilibre, et éliminerait tout motif susceptible d'inciter l'Union soviétique à supprimer la menace que les missiles *SS-20* représentaient pour l'Europe occidentale. Les propos que formula le porte-parole belge, par exemple, pendant la session de 1984, sont éloquentes à cet égard : "(On ne peut convenir d'un gel à ce stade-ci), c'est-à-dire à un moment où un pays détient le monopole relativement à un type d'armes particulièrement destructrices, armes qui menacent directement la sécurité de mon pays." Dans sa déclaration, l'Allemagne de l'Ouest a fait observer que les forces nucléaires et classiques de l'U.R.S.S. s'étaient encore accrues "précisément pendant les années où elle avait fait de sa résolution sur le gel nucléaire un des principaux piliers de ses politiques largement annoncées".

Ainsi donc, bien que les résolutions sur le gel nucléaire fussent toujours adoptées aisément, la majorité des pays de l'OTAN, exception faite normalement du Danemark, de l'Islande et de la Grèce, et occasionnellement, des Pays-Bas, de la Norvège et de l'Espagne, s'y opposèrent. En outre, on peut comprendre que les débats généraux n'aient pas porté sur les aspects techniques de la vérification, mais il est remarquable que les pays ne se soient pas penchés, ou du moins si peu, sur la question de l'équilibre des forces nucléaires. La source du déséquilibre ne tenait pas, disait-on, au "créneau de vulnérabilité" sur lequel le Président Reagan avait tant insisté en 1981, mais bien, pour employer des termes simples, au déploiement des missiles soviétiques *SS-20* en Europe.

Les États-Unis présentèrent un deuxième argument en établissant un lien entre les problèmes de la vérification et l'utilité d'un gel nucléaire total en tant que palliatif permettant de contenir la course aux armements. Les partisans du gel nucléaire n'avaient jamais prétendu qu'il était une fin en soi, mais plutôt une première étape à franchir obligatoirement avant d'entamer des négociations sur la *réduction* des arsenaux nucléaires. Cette première étape est fort plausible si elle peut se réaliser, comme le réclamaient les résolutions mexico-suédoise et indienne, au moyen d'une déclaration officielle, par exemple. Insistant sur la complexité des procédés de vérification qu'il aurait fallu mettre en place avant d'instaurer le gel, les États-Unis soutinrent qu'il serait aussi difficile de négocier un tel régime que la réduction des armements même; en fait, ajoutèrent-ils, il serait sans doute plus difficile d'interdire complètement la production, la mise au point et le